 Grand Poitiers DIRECTION DU DEVELOPPEMENT URBAIN SERVICE URBANISME - HABITAT	N° 35	ARRETE DU PRESIDENT - AP -
	Titre : Arrêté de mise à jour - MAJ1 - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ligugé - P.J. : Tableau récapitulatif des annexes jointes à l'arrêté ; 7e1 Plan servitudes secteur Est ; 7e1 Plan servitudes secteur Ouest ; 7e1 Servitude PM1 ; 7f Plans zones géographiques	
Identifiant : 2014-0005	Date réception Préfecture	Affiché le : 18 MARS 2014
		Date de publication au Recueil des Actes Administratifs :

Nomenclature Préfecture N° 1 : 2. Urbanisme
Nomenclature Préfecture N° 2 : 1. Documents d urbanisme

**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION GRAND POITIERS**

VU les articles L.5211-2 et L.5211-3 qui renvoient aux dispositions de l'article L.2122-21 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le procès verbal d'installation du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Poitiers du 4 avril 2008,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment son article R. 123-22,

VU la délibération du 29 juin 2012 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers modifiant les statuts et le périmètre de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers,

VU la délibération du 13 décembre 2012 du Conseil Municipal de Ligugé approuvant la transformation du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme,

VU l'arrêté n° 2003-DDE-410 de M. le Préfet de la Région Poitou-Charentes – Préfet de la Vienne, approuvant le plan de prévention du risque inondation et de mouvements de terrain de la vallée du Clain – secteur de Poitiers,

VU l'arrêté n° 2004-DDE-426 de M. le Préfet de la Région Poitou-Charentes – Préfet de la Vienne, approuvant la modification du plan de prévention du risque inondation et de mouvements de terrain de la vallée du Clain – secteur de Poitiers,

VU l'arrêté n° 2012-DDT-612 de M. le Préfet de la Région Poitou-Charentes – Préfet de la Vienne, approuvant la modification du plan de prévention du risque inondation et de mouvements de terrain de la vallée du Clain – secteur de Poitiers,

VU la délibération du 17 octobre 2013 du Conseil Municipal de Ligugé prévoyant la suppression du plan d'alignement de la rue de Givray,

VU l'arrêté du 10 décembre 2013 de Monsieur le Maire de Ligugé supprimant le plan d'alignement de la rue de Givray,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Ligugé est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet,

- ont été reportées les emprises des servitudes d'utilité publique répertoriées au dossier 7e2 « liste des servitudes d'utilité publique » sur un plan unique inclus dans le dossier 7e1 « plan des servitudes d'utilité publique » ;
- est supprimée la servitude d'alignement EL7 sur la rue de Givray ;
- est substitué en PM1 le règlement du plan de prévention des risques naturels de la vallée du Clain, prenant en compte la modification du plan de prévention du risque inondation et de mouvements de terrain de la vallée du Clain visée ci-dessus ;
- sont figurées les zones géographiques dans lesquelles des mesures de détection, de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique archéologique peuvent être entreprises, répertoriées dans l'arrêté préfectoral n° 04.86.053/300 sur un plan inclus dans le dossier 7f « documents d'informations complémentaires ».

La liste des pièces ainsi mises à jour figure dans un tableau annexé au présent arrêté.

ARTICLE 2 : La mise à jour a été effectuée sur les documents tenus à la disposition du public au siège de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers, à la mairie de la commune de Ligugé et à la préfecture.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera affiché pour une durée d'un mois au siège de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers et à la mairie de la commune de Ligugé.

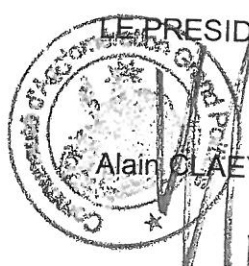
ARTICLE 4 : Le présent arrêté et les pièces modifiées du Plan Local d'Urbanisme mises à jour seront transmis à M. le Préfet ainsi qu'aux différentes personnes publiques associées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Président dans le délai de deux mois à compter de sa notification, son affichage ou sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Poitiers dans le délai de deux mois à compter de la notification, de l'affichage ou de la publication de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours gracieux a été préalablement déposé.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers est chargé de l'exécution du présent arrêté.

POITIERS, HOTEL DE VILLE, le 18 MARS 2014

LE PRESIDENT,

Alain CLAEYS

En vertu des articles L.2131-1, L.5211-2 et L.5211-3 du CGCT, le Président de la Communauté d'Agglomération Grand Poitiers atteste que le présent arrêté a été affiché, transmis en Préfecture le 18 MARS 2014

et/ou notifié le

et qu'il est donc exécutoire.

Pour le Président,
Par délégation,

Sabrina DELEPINE

Pour notification :

Date :

NOM PRENOM :

Signature :

